



a sign  
of trust

POUR PLUS  
D'INFORMATIONS  
CONTACTER NOS  
PROFESSIONNELS:

Stanislas Bunetel  
Head of Tax

Tel:  
(+352) 269 255-2209  
E-mail:

[stanislas.bunetel@experta.lu](mailto:stanislas.bunetel@experta.lu)

Jordan Di Carlo  
Corporate Tax

Tel:  
(+352) 269 255-3422  
E-mail:

[jordan.dicarlo@experta.lu](mailto:jordan.dicarlo@experta.lu)

## Modification de la Directive Mère Fille 2011/96/EU (DMF) pour les dispositifs de prêts hybrides.

### INTRODUCTION

Le 8 Juillet 2014, le Conseil des Affaires économiques et financières de l'Union Européenne (ECOFIN) a formellement adopté une modification des règles fiscales européennes afin d'éviter les situations de double non-imposition des dividendes distribués au sein de groupes de sociétés, en raison de dispositifs de prêts hybrides (i.e. instruments financiers qui ont des caractéristiques à la fois de dette et de capital).

Le but de cette modification est de mettre fin à un vide juridique permettant à des groupes de sociétés d'exploiter des différences de traitement entre les lois fiscales nationales afin d'éviter des impôts sur certains types de profits distribués au sein d'un même groupe.

L'adoption de cette modification suit l'accord gouvernemental obtenu à la réunion du Conseil le 20 Juin 2014.

## **CONSEQUENCES FISCALES GENERALES DE LA MODIFICATION**

La modification de la DMF permettra d'éviter que les sociétés transfrontalières ne planifient leur paiements au sein d'un même groupe de façon à bénéficier d'une double non-imposition lorsque des dispositifs de prêts hybrides entrent en jeu.

**Les Etats Membres de la société mère devront s'abstenir d'imposer les bénéfices de la filiale dans la mesure où ceux-ci ne sont pas fiscalement déductibles au niveau de cette dernière. Par conséquent, si les distributions de bénéfices sont déductibles fiscalement dans l'Etat Membre de la filiale, alors les distributions de bénéfices reçues par la société mère ne peuvent pas être fiscalement exonérés dans l'Etat Membre de la société mère.**

Cependant, il a été stipulé explicitement dans les déclarations de la Commission au Conseil que les modifications proposées ne sont pas destinées à être applicables s'il n'y a pas de non-double imposition ou si l'application de ces modifications conduirait à une double imposition des distributions de bénéfices entre sociétés mères et filiales.

Les Etats Membres auront jusqu'au 31 Décembre 2015 pour transposer la modification dans leur législation nationale.

## **CONSEQUENCES FISCALES SUR LES STRUCTURES LUXEMBOURGEOISES**

Une société mère luxembourgeoise peut bénéficier du régime luxembourgeois d'exemption des participations sur les paiements déductibles dans un autre Etat Membre si ces paiements sont considérés comme des distributions de bénéfices pour les besoins de la fiscalité luxembourgeoise en vertu du principe selon lequel "la substance prévaut sur la forme".

Ce traitement fiscal est néanmoins assez rare en pratique et par conséquent ne devrait pas avoir un impact énorme sur les sociétés mères luxembourgeoises.

En outre, la déductibilité des versements effectués au titre des instruments hybrides émis par les sociétés luxembourgeoises ne devrait pas être refusée en vertu de la DMF telle que modifiée.

**Néanmoins, il est recommandé de vérifier l'impact de cette modification de la DMF au cas par cas lorsque les paiements d'intérêts effectués par une filiale au Luxembourg à une société mère située dans un autre Etat Membre sont exonérés dans le cadre du régime d'exonération des participations de cet autre Etat Membre.**